



Séance du Conseil général du 14 avril 2025

Communication du Conseil communal au Conseil général No 11
Révision du Règlement d'organisation du Conseil général (ROCG)

Pour donner suite à la proposition de M. le Conseiller général Ivan Thévoz demandant l'introduction dans le règlement d'organisation du Conseil général (ROCG) de nouveaux outils parlementaires, le Bureau du Conseil général a accepté d'introduire le postulat et la proposition dans le ROCG. Il a saisi cette occasion pour un toilettage du règlement actuellement en vigueur afin qu'il corresponde aux nouvelles dispositions légales cantonales en la matière. Il en a profité pour y ajouter une table des matières et un glossaire afin d'assurer une meilleure lisibilité du règlement et une meilleure compréhension des termes qui lui sont spécifiques.

Plusieurs modifications et ajouts ont donc été apportés au règlement qui a été étudié par le Bureau du Conseil général, le Conseil communal puis le Service des communes et la Préfecture de la Broye.

Après toutes ces étapes, le règlement a finalement été soumis au Conseil général. Le règlement a été approuvé avec les amendements demandés par le Conseil général lors de sa séance du 23 septembre 2024.

Après le délai référendaire, le règlement a été envoyé en date du 7 novembre 2024 au Service des communes afin de permettre son approbation par la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts (DIAF).

Dans le cadre de notre demande d'approbation, par la DIAF, de notre règlement d'organisation du Conseil général, le Service des communes a examiné le règlement sous l'angle de la législation sur les communes (loi sur les communes, LFCo) et de la loi sur les finances communales (LFCo).

Malheureusement, il est apparu que les amendements votés par le Conseil général, lors de la séance du 23 septembre 2024, ne pouvaient pas tous être approuvés car, pour certains, contraires à LCo. Il y avait notamment une confusion sur la notion de proposition au sens de l'article 17 al. 1 LCo.

Le règlement est depuis le 21 mars dernier entre les mains du Service des communes pour un ultime contrôle afin de pouvoir le soumettre à nouveau avec les modifications apportées pour approbation par le Conseil général.

Une liste détaillée des modifications apportées sur la version validée par le Conseil général en septembre 2024 est annexée à la présente communication.

M. Albert Pauchard, Syndic